

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Vendredi 14 Novembre 2025



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

LE SOLEIL. Port de Ndayane : le Président Diomaye Faye reçoit les responsables de CHEC

Le Chef de l'État, Bassirou Diomaye Diakhar Faye, a accordé ce jeudi une audience à une délégation de China Harbour Engineering Company (CHEC), l'entreprise chinoise en charge de la construction du port de Ndayane. Conduite par son Président, M. Bai Yinzhan, la délégation est venue présenter au Chef de l'État l'état d'avancement du chantier, l'un des plus grands projets d'infrastructures maritimes du pays. Les discussions ont également porté sur les perspectives de coopération entre le Sénégal et CHEC dans le développement d'infrastructures portuaires modernes.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/port-de-ndayane-le-president-diomaye-faye-recoit-les-responsables-de-chec/>

PRESS AFRIK. Le FMI finalise son analyse sur la viabilité de la dette du Sénégal

Le Fonds monétaire international (FMI) poursuit l'examen de la dette du Sénégal, étape indispensable avant toute reprise de financement. L'institution, en collaboration avec la Banque mondiale, « travaille à la finalisation d'une analyse actualisée de la viabilité de la dette », a indiqué sa porte-parole Julie Kozack à Washington. Elle a précisé que les discussions en cours visent à « évaluer la dynamique de la dette et la crédibilité de la stratégie de financement » mise en œuvre par les autorités sénégalaises. Cette analyse conditionne le retour du Sénégal à un programme d'aide du FMI. Une mission du Fonds, présente à Dakar la semaine dernière, s'est achevée sans accord. Le précédent programme, d'un montant de 1,8 milliard de dollars, avait été suspendu en 2024 après la révélation d'une dette cachée de 7 milliards de dollars.

https://www.pressafrik.com/Le-FMI-finalise-son-analyse-sur-la-viabilite-de-la-dette-du-Senegal_a297418.html

FINANCIAL AFRIK. Sénégal-FMI : Un nouveau programme de soutien en perspective avec des réformes économiques en cours

Le Fonds monétaire international (FMI) procède à une évaluation approfondie de la stratégie de financement du Sénégal et à une analyse de la soutenabilité de sa dette. Cette démarche intervient alors que le gouvernement sénégalais cherche à conclure un accord sur les réformes nécessaires à la mise en place d'un nouveau programme de soutien économique,.....

<https://www.financialafrik.com/2025/11/14/senegal-fmi-un-nouveau-programme-de-soutien-en-perspective-avec-des-reformes-economiques-en-cours/>

SENEPLUS. UNE RESTRUCTURATION INÉVITABLE ?

L'économiste Amath Ndiaye met en garde : les soutiens de la Chine, de la Turquie ou des pays du Golfe restent insuffisants face à une dette de 132% du PIB et une crise politique qui fait fuir les investisseurs. Lors de l'émission « Soir d'infos », diffusée ce 13 novembre 2025, l'économiste Amath Ndiaye a analysé l'impact de l'instabilité



gouvernementale sur l'économie nationale et les perspectives de développement du pays. D'après lui, les tensions entre le président et le Premier ministre engendrent une fragilité institutionnelle qui se répercute immédiatement sur la confiance des investisseurs. Cette incertitude « provoque la chute des titres sénégalais et freine l'investissement », rendant le climat économique davantage imprévisible. Pour l'invité de Souleymane Niang, les marchés financiers souhaitent une « restructuration de la dette sénégalaise, actuellement à 132%, largement supérieure à celle du Ghana (90%) », pays qui a déjà restructuré sa dette récemment. Par ailleurs, un « accord avec le FMI » apparaît crucial pour rassurer les créanciers et stabiliser la situation.

<https://www.senepius.com/economie/une-restructuration-inevitable>

SENEWEB. Le Sénégal doit-il éviter à tout prix la restructuration de sa dette : L'avis formel de Moubarack Lô (Economiste)

Le premier ministre Ousmane Sonko a annoncé, samedi, que dans leurs discussions avec le Fmi, il leur est proposé une restructuration de la dette du pays qui culmine aujourd'hui 132% du Pib. Une option pas du tout bien vue par le chef du gouvernement. Il craint que le pays ne soit considéré comme étant « en faillite » et qu'il pâtisse de cette mauvaise publicité. Mais, le Sénégal doit-il vraiment éviter la rationalisation de sa dette ? Ou doit-il plutôt accepter de la renégocier ? Ci-dessous les éclairages de l'économiste Moubarack Lô. « Le gouvernement actuel a hérité d'une dette. Donc ce gouvernement est tout à fait à l'aise pour pouvoir dire "J'ai trois options". La première option c'est de dire, "Je refuse de payer la dette parce qu'elle n'est pas régulière, qu'une bonne partie est une dette cachée" etc. Donc ça c'est une option que le gouvernement aurait pu prendre avec les risques associés à une telle attitude. Mais on n'a pas encore entendu le gouvernement évoquer cela. C'est la première possibilité : rejeter la dette en partie ou en totalité. Mais c'est clair que c'est impossible de rejeter en totalité. »

https://www.seneweb.com/fr/news/Entretien/le-senegal-doit-il-eviter-a-tout-prix-la-restructuration-de-sa-dette-lavis-formel-de-moubarack-lo-economiste_n_474216.html

SENEWEB. Statistiques commerciales : Hausse des exportations et réduction du déficit commercial en septembre

Le Sénégal a enregistré une belle embellie de ses statistiques commerciales en septembre 2025, selon un rapport publié par l'Agence nationale des Statistiques et de la Démographie (ANSD). Les exportations du Sénégal ont atteint 420,8 milliards de FCFA en septembre 2025, contre 404,7 milliards de FCFA le mois précédent, soit une hausse de 4,0 %. Il s'agit d'un accroissement record depuis le début de l'année. Ce relèvement est principalement dû à l'augmentation des ventes à l'extérieur des produits suivants des produits pétroliers (hors pétrole brut) : 95,3 milliards de FCFA (contre 64,6 milliards de FCFA en août) ; des crustacés, mollusques et coquillages : 18,5 milliards de FCFA (contre 11,9 milliards de FCFA) ; du titane : 5,4 milliards de FCFA (contre 206,0 millions de FCFA) ; des conserves de poisson : 5,1 milliards de FCFA (contre 1,0 milliard de FCFA). Les principaux clients du Sénégal sur les neuf premiers mois de 2025 sont le Mali (20,1 %), l'Italie (10,9 %) et l'Espagne (10,6 %).

https://www.seneweb.com/fr/news/5/statistiques-commerciales-hausse-des-exportations-et-reduction-du-deficit-commercial-en-septembre_n_474224.html



LEJECOS.Importations du Sénégal : L'Ansd note une baisse de 2,9% au mois de septembre 2025

Les importations du mois de septembre 2025 s'établissent à 502,7 milliards de FCFA contre 517,4 milliards de FCFA au mois précédent, soit une baisse de 2,9%. Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd), cette baisse résulte de la réduction des importations d'autres véhicules terrestres (9,5 milliards de FCFA en septembre 2025 contre 15,4 milliards de FCFA le mois précédent), de riz (26,9 milliards de FCFA contre 41,2 milliards de FCFA), de produits pharmaceutiques (12,6 milliards de FCFA contre 18,3 milliards de FCFA) et des produits pétroliers hors pétrole brut (80,5 milliards de FCFA contre 101,8 milliards de FCFA). Toutefois, explique l'Ansd, le relèvement des achats à l'extérieur de bois et ouvrages (5,0 milliards de FCFA contre 2,3 milliards de FCFA) ainsi que des fruits et légumes comestibles (9,1 milliards de FCFA contre 6,5 milliards de FCFA) a amoindrie ce recul. Comparées au mois de septembre 2024, les importations se replient de 7,7%. Leur cumul à fin septembre 2025 s'établit à 5 224,5 milliards de FCFA contre 5 164,5 milliards de FCFA pour la même période de 2024, soit une progression de 1,2%.

https://www.lejecos.com/Importations-du-Senegal-L-Ansd-note-une-baisse-de-29-au-mois-de-septembre-2025_a29861.html

LEJECOS. Exportations du Sénégal : Une hausse de 4,0% enregistrée en septembre 2025

Au mois de septembre 2025, les exportations du Sénégal ressortent à 420,8 milliards de FCFA contre 404,7 milliards de FCFA au mois précédent, soit une hausse de 4,0%. Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd), ce relèvement est consécutif à l'augmentation des ventes à l'extérieur des produits pétroliers hors pétrole brut (95,3 milliards de FCFA en septembre 2025 contre 64,6 milliards de FCFA le mois précédent), de crustacés, mollusques et coquillages (18,5 milliards de FCFA contre 11,9 milliards de FCFA), de titane (5,4 milliards de FCFA contre 206,0 millions de FCFA) et de conserves de poisson (5,1 milliards de FCFA contre 1,0 milliards de FCFA). Cependant, explique l'Ansd, le repli des expéditions d'acide phosphorique (11,4 milliards de FCFA contre 35,5 milliards de FCFA) et de ciment hydraulique (8,1 milliards de FCFA contre 12,6 milliards de FCFA) a limité l'ampleur de cette hausse.

https://www.lejecos.com/Exportations-du-Senegal-Une-hausse-de-40-enregistree-en-septembre-2025_a29860.html

LE QUOTIDIEN. Habitat – Construction de logements neufs : Hausse de 0,1% du coût

Une légère hausse du coût de la construction de logements neufs. Au troisième trimestre 2025, les prix ont grimpé de 0,1% par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est imputable, d'après le dernier Indice du coût de la construction (Icc) de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd), à la hausse du coût des «matériaux de construction» et de celui de la «location du matériel». Les prix des «matériaux de construction» augmentent de 0,2% sous l'effet du renchérissement des matériaux de base de 0,6%, ainsi que des matériaux pour les travaux d'électricité augmentant de 0,3%. Toutefois, relève l'Icc, «cette dynamique est modérée par la baisse des prix des matériaux de plomberie et sanitaire estimée à 0,8%, celle des matériaux pour le revêtement des murs et sols de 0,6%, ainsi que des matériaux de menuiserie, 0,4%.



<https://lequotidien.sn/habitat-construction-de-logements-neufs-hausse-de-0-1-du-cout/>

SUD QUOTIDIEN. Installation sur le site de l'APROSI : le taux d'occupation des hangars atteint 100%

Il n'y a plus d'espaces libres sur le site de l'APROSI à Diamniadio, l'ensemble des sites prévus et aménagés pour l'installation des entreprises est occupé. C'est ce que le ministre du commerce et de l'industrie a révélé hier, jeudi à Diamniadio, en marge de la cérémonie d'inauguration d'une nouvelle société qui s'active dans la construction des portes et de fenêtres. Le site de l'APROSI a atteint sa capacité maximale depuis le 31 octobre avec un taux record de nouvelles installations en une année et demie. Un bond que le ministre attribue aux efforts du directeur Mamadou Ngom Guèye qui a été remplacé lors du dernier Conseil des ministres. « En 2024, on avait 40% de taux d'occupation. Une quarantaine de hangars étaient encore vides. Au 31 octobre 2025, nous avons augmenté le taux d'occupation de 60%. Aujourd'hui, à l'APROSI, les hangars sont tous occupés, et cela, c'est grâce à Amadou.

<https://www.sudquotidien.sn/installation-sur-le-site-de-laproisi-le-taux-d'occupation-des-hangars-atteint-100/>

SENEWEB. Microfinance : 7,7 Milliards F CFA, un budget réduit de moitié

Le projet de budget 2026 du Ministère de la Microfinance et de l'Économie sociale et solidaire (MMESS) a été examiné et adopté ce jeudi 13 novembre 2025 par la Commission des Finances. Le budget s'inscrit dans une dynamique de rationalisation et de transition. Les crédits de paiement (CP) pour l'exercice 2026 sont arrêtés à 7 727 939 613 F CFA, marquant une réduction de 49,34 % par rapport aux 15,25 milliards F CFA alloués en 2025. Le Ministre Alioune Dione a expliqué cette contraction budgétaire par deux facteurs techniques et structurels. Le Programme de développement de la microfinance (PLASEPRI) est arrivé à terme et n'est pas reconduit en tant qu'unité de projet en 2026. Il sera remplacé par un nouveau dispositif pérenne financé par les ressources revolving issues du fonds déjà mobilisé. Le reliquat du prêt de la BID pour le Programme de Microfinance Islamique au Sénégal (PROMISE), estimé à 3,8 milliards F CFA, n'a pas encore été positionné dans le projet de loi de finances 2026, mais devrait être décaissé courant 2026.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/microfinance-77-milliards-f-cfa-un-budget-reduit-de-moitie_n_474323.html

SENEWEB. Budget 2026 du Ministère de l'Éducation nationale : 990,75 milliards FCFA pour une école moderne et inclusive

Budget 2026 du Ministère de l'Éducation nationale : 990,75 milliards FCFA pour une école moderne et inclusive. La Commission des Finances et du Contrôle budgétaire, élargie à la Commission de l'Éducation, de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, a adopté ce jeudi 13 novembre le projet de budget 2026 du Ministère de l'Éducation nationale (MEN), défendu par le ministre Moustapha Mamba Guirassy. Doté de 990,75 milliards FCFA, contre 975,05 milliards en 2025 (+15,7 milliards FCFA, soit +1,61 %), ce budget confirme l'éducation comme priorité nationale, alignée sur la Stratégie Nationale de Développement (SND 2025-2029) et le Plan de Redressement Économique et Social (PRES – Jubbanti Koom).



https://www.seneweb.com/fr/news/5/budget-2026-du-ministere-de-leducation-nationale-99075-milliards-fcfa-pour-une-ecole-moderne-et-inclusive_n_474318.html

RTS. LE SÉNÉGAL RENFORCE LA PROMOTION DU RIZ LOCAL AVEC UN NOUVEL ACCORD ENTRE L'ÉTAT, LES PRODUCTEURS ET LES COMMERÇANTS

Dans la dynamique impulsée par le Président de la République, qui avait engagé le Gouvernement, lors du Conseil des ministres du 5 novembre 2025, à développer une stratégie de valorisation et de promotion de la consommation du riz local au nom d'un patriotisme économique assumé, le Ministère de l'Industrie et du Commerce vient de franchir une nouvelle étape. Le 12 novembre 2025, un protocole d'accord a été signé avec les acteurs de la filière rizicole et les organisations de commerçants. Ce cadre partenarial vise à stimuler la consommation du riz sénégalais tout en garantissant un soutien renforcé aux producteurs. L'accord fixe le prix ex-usine du riz blanc à 350 F/kg, afin d'assurer une rémunération équitable aux riziculteurs et de consolider la politique de « consommer local ». Les commerçants se sont parallèlement engagés à absorber la totalité des volumes disponibles sur les sites de production, sécurisant ainsi l'écoulement de la récolte nationale.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/economie/le-senegal-renforce-la-promotion-du-riz-local-avec-un-nouvel-accord-entre-letat-les-producteurs-et-les-commerçants>

AGENCE ECOFIN. Sénégal : le gouvernement annonce une suspension temporaire des importations de riz

Le Sénégal est le troisième marché pour le riz en Afrique de l'Ouest après le Nigeria et la Côte d'Ivoire. Le pays qui ne produit qu'environ 30 % de ses besoins, doit donc recourir massivement aux importations. Au Sénégal, le ministère de l'Industrie et du Commerce a décidé de suspendre, sur une période d'un mois, la délivrance des Déclarations d'Importation de Produits Alimentaires (DIPA) pour le riz. Cette mesure annoncée le mercredi 12 novembre, a été prise de commun accord à l'issue d'une réunion de concertation stratégique réunissant producteurs, commerçants, transformateurs, services de l'État et partenaires techniques et financiers, coordonnée par l'Agence de Régulation des Marchés (ARM). Selon les autorités, cette initiative vise à bloquer temporairement l'entrée sur le marché du riz importé en vue d'écouler les stocks locaux qui peinent à se vendre.

<https://www.agenceecofin.com/actualites-agro/1411-133345-senegal-le-gouvernement-annonce-une-suspension-temporaire-des-importations-de-riz>

SIKA FINANCE. Sénégal : Les plans du gouvernement pour booster la compétitivité du riz local

https://www.sikafinance.com/marches/senegal-les-plans-du-gouvernement-pour-booster-la-competitivite-du-riz-local_57648

SENEWEB. Pression fiscale: les effets néfastes de la taxation sur le mobile money sur les populations pauvres et vulnérables.

Au Sénégal, la pression fiscale a grimpé ces dernières années, passant de 19 % à 23 % du PIB. Si cette progression traduit l'ambition du gouvernement d'accroître les ressources internes, elle révèle aussi une réalité plus dure : celle d'un alourdissement de la charge fiscale sur les ménages et les petites entreprises, au détriment de l'inclusion financière et de la vitalité économique. Parmi les mesures les plus



controversées, la taxe sur la monnaie électronique illustre les limites de cette stratégie de mobilisation des recettes, du moins selon la docteure Marième Niana Thiam, enseignante-chercheuse à l'université et senior coordonnateur programme à IBP Sénégal. Dans le cadre d'une formation sur les techniques de lecture et d'analyse budgétaire avec les journalistes, elle a expliqué que cette taxe est introduite sous prétexte de renforcer les recettes de l'État. Elle ajoute que « la taxe de 0,5 % sur les transactions de mobile money touche directement les citoyens les plus modestes. Or, ce sont précisément eux qui utilisent ces services pour transférer de petites sommes à leurs proches, payer des factures ou soutenir des activités économiques informelles ».

https://www.seneweb.com/fr/news/5/pression-fiscale-les-effets-nefastes-de-la-taxation-sur-le-mobile-money-sur-les-populations-pauvres-et-vulnerables_n_474229.html



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

RFI. Sénégal : dette record, qu'est-ce qui bloque avec le FMI ?

Écrasé par un endettement devenu insoutenable, le Sénégal n'a pas réussi à obtenir un accord avec le Fonds monétaire international lors de récentes discussions à Dakar. Comment expliquer l'échec des négociations ? Quelles conséquences cette impasse pourrait avoir sur l'économie du pays ?

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/appels-sur-l-actualit%C3%A9/20251114-vos-questions>

COURRIER INTERNATIONAL. Bicéphalisme au Sénégal : Bassirou Diomaye Faye et Ousmane Sonko, du duo au duel

L'unité entre les deux têtes de l'exécutif sénégalais s'est fissurée une nouvelle fois, après que le président Bassirou Diomaye Faye a contredit publiquement son Premier ministre, Ousmane Sonko, au sujet de la réorganisation d'une coalition. La question de la gestion de la dette publique alimente également la discorde au sommet du pouvoir. En une de Sud quotidien, les deux têtes de l'exécutif sénégalais, le Premier ministre Ousmane Sonko et le président Bassirou Diomaye Faye, apparaissent presque dos à dos. "Duel au sommet", titre le quotidien sénégalais en lettres rouges. "Une fraternité politique face au spectre de la trahison historique", titre quant à lui à sa une le quotidien Yoor-Yoor. Et le site d'info burkinabè Wakat Sera de renchérir : "Du duo à vie au duel à mort ?" Des signes de fracture en gros titres, qui craquent le fameux slogan "Diomaye moy Sonko" ("Diomaye, c'est Sonko", en wolof), brandi lorsque l'opposant Ousmane Sonko, patron du parti des Patriotes africains pour le travail l'éthique et la fraternité (Pastef), empêché de concourir à la présidentielle de 2024, avait naturellement désigné le secrétaire général du parti, Bassirou Diomaye Faye.

https://www.courrierinternational.com/article/politique-bicephalisme-au-senegal-bassirou-diomaye-faye-et-ousmane-sonko-du-duo-au-duel_237381



RFI. Le Burkina Faso s'accorde avec le Fonds Monétaire Internationale pour de nouveaux financements

Une équipe du Fonds monétaire international dirigée par Jaroslaw Wieczorek, chef de mission pour le Burkina Faso, a séjourné à Ouagadougou du 29 octobre au 12 novembre, à l'issue de laquelle le FMI a annoncé un accord avec les autorités burkinabè pour de nouveaux financements. Un prêt de 425 millions de dollars pour le pays. Portée par la forte production d'or, la croissance économique du Burkina Faso devrait atteindre 5 % en 2025, malgré une situation sécuritaire difficile, et rester forte en 2026, indique le FMI. Près de 61 tonnes d'or sont sorties des mines l'année dernière au Burkina Faso. Les exportations en augmentation cette année conjuguées à la récente flambée des prix internationaux de l'or favorisent cet essor économique en permettant plus de recettes. Le FMI salue les réformes. Celle du Code minier notamment, ainsi que la bonne gestion des déficits budgétaires.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20251113-le-burkina-faso-s-accorde-avec-le-fonds-mon%C3%A9taire-internationale-pour-de-nouveaux-financements>

LES ECHOS. Le FMI appelle les pays de l'Union européenne à un sursaut économique salvateur

Sans réformes en profondeur pour accroître sa productivité, l'Union européenne va se condamner à végéter avec une croissance médiocre et faible, avertit le Fonds monétaire international. Elle dispose pourtant d'atouts. Mais ils sont mal exploités. Rien n'est gravé dans le marbre et l'Union européenne peut sortir du marasme dans lequel elle se situe. « L'Europe s'installe dans une trajectoire de croissance à moyen terme lente et médiocre. Cela n'a pourtant rien d'inéluctable », a assuré Alfred Kammer, le directeur de la région Europe du Fonds monétaire international (FMI) lors d'un événement organisé jeudi au siège de la Banque de France à Paris. Pour l'heure, l'institution multilatérale prévoit, pour la zone euro, une croissance de seulement 1,2 % en 2025, 1,1 % en 2026. Elle atteindrait un pic modeste à 1,4 % en 2027, soutenu en partie par des dépenses publiques plus élevées en Allemagne. Mais l'effet serait de courte durée puisqu'à moyen terme la croissance européenne retomberait à 1,1 %.

<https://www.lesechos.fr/monde/europe/le-fmi-appelle-les-pays-de-lunion-europeenne-a-un-sursaut-economique-salvateur-2198564>

LE FIGARO. Donald Trump souhaite aller davantage à la rencontre des Américains, déçus par sa politique économique

Critiqué dans les sondages et contesté jusque dans son propre camp pour sa gestion de l'économie, Donald Trump va «augmenter la cadence» de ses déplacements aux États-Unis, a fait savoir jeudi un haut responsable de la Maison-Blanche. L'élue de droite radicale Marjorie Taylor Greene a récemment accusé le président américain de consacrer trop de temps aux questions diplomatiques et aux voyages à l'étranger, à l'heure où le mécontentement gagne du terrain au sein des ménages sur le coût de la vie. «Réparer le désastre causé par (l'ancien président démocrate) Joe Biden en matière d'inflation et d'économie a été une priorité depuis le premier jour» pour le républicain de 79 ans, revenu au pouvoir le 20 janvier, a affirmé Kush Desai, un porte-parole de la Maison-Blanche. «Le gouvernement a depuis mis en place un robuste programme pour faire baisser les prix de produits de base tels que l'essence et les œufs et pour ramener l'inflation à un taux annualisé de 2,5%», a-t-il assuré dans une déclaration transmise à l'AFP.



<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/donald-trump-souhaite-aller-davantage-a-la-rencontre-des-americains-decus-par-sa-politique-economique-20251113>

LE FIGARO. L'Allemagne accélère sur l'électricité pour relancer son économie

De 2026 à 2028, l'industrie allemande va bénéficier d'une réduction «d'environ cinq centimes d'euro par kilowattheure» du prix de l'électricité, a annoncé Friedrich Merz lors d'un point presse. L'industrie allemande va bénéficier d'un tarif d'électricité préférentiel pendant les trois prochaines années, a annoncé jeudi le chancelier Friedrich Merz, dont la coalition prévoit aussi la construction de nouvelles centrales électriques au gaz. De 2026 à 2028, l'industrie allemande va bénéficier d'une réduction «d'environ cinq centimes d'euro par kilowattheure» du prix de l'électricité, a annoncé Friedrich Merz lors d'un point presse, à l'issue de la réunion du comité de coalition. Pour soutenir la compétitivité des entreprises fortement consommatrices d'énergie, de la chimie à l'acier en passant par l'automobile, la coalition entre conservateurs et sociaux-démocrates s'est donné comme priorité de réduire le prix de l'électricité en Allemagne, qui a fortement augmenté dans la foulée de la guerre en Ukraine et reste jusqu'à trois fois plus élevé qu'en Chine ou aux États-Unis.

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/l-allemande-accelere-sur-l-electricite-pour-relancer-son-economie-20251113>

TV5 MONDE INFO. France: léger ralentissement de l'inflation en octobre à 0,9% sur un an

Les prix à la consommation ont augmenté en France de 0,9% sur un an en octobre, un ralentissement après le rebond de 1,2% en septembre, notamment en raison d'un recul des prix de l'énergie et de l'alimentation, selon l'Insee vendredi. L'Insee a légèrement révisé à la baisse son estimation, de 0,1 point par rapport aux chiffres provisoires de la fin du mois d'octobre. Sur un an, les prix des produits pétroliers, comme le gazole, se sont repliés, avec une baisse plus soutenue qu'au mois de septembre en ce qui concerne les prix de l'essence (-1,9% après -0,4%). Les prix de l'électricité ont également baissé à un rythme un peu plus soutenu (-13,8% après -13,7%). Les prix du gaz ralentissent aussi fortement (+1,1% après +6,4% le mois précédent), et ceux du tabac augmentent sur un an (+4,1%). La diminution de l'inflation alimentaire sur un an (+1,3% après +1,7%) s'explique "exclusivement" par un repli des prix des produits frais en particulier des légumes frais, ainsi qu'un ralentissement des prix des fruits frais (+1,7% après 2,4%), relève l'Insee.

<https://information.tv5monde.com/economie/france-leger-ralentissement-de-linflation-en-octobre-09-sur-un-2798049>

LE MONDE. Bercy traque les 10 milliards d'euros évaporés de la TVA

La taxe risque de rapporter 10 milliards d'euros de moins que prévu en 2025. Le gouvernement a lancé une mission d'urgence pour comprendre ce qui se passe. Avec un premier suspect : les petits colis chinois. A chacun ses enquêtes. Tandis que la France entière voudrait savoir qui a commandité le vol des bijoux du Louvre, les limiers de Bercy traquent un autre trésor : les milliards évaporés de la TVA, la taxe sur la valeur ajoutée. Près de 10 milliards d'euros en un an ! La ministre chargée des comptes publics, Amélie de Montchalin, a annoncé, jeudi 13 novembre, avoir confié une « mission d'urgence » sur le sujet à « tous les services de Bercy », en particulier



l'inspection générale des finances et le Trésor. Devant les députés puis les sénateurs réunis en commission des finances, la ministre a glissé qu'elle tenait déjà une piste. Celle, inattendue, des petits colis en provenance, surtout, de Chine.

https://www.lemonde.fr/politique/article/2025/11/13/bercy-traque-les-10-milliards-evapores-de-la-tva_6653325_823448.html

LE FIGARO. La Chine en difficulté économique ? La consommation et la production industrielle ralentissent encore

Depuis la pandémie de Covid-19, Pékin fait face à une faible consommation en raison d'une crise prolongée du secteur immobilier et d'un marché de l'emploi peu dynamique. La croissance des ventes au détail et de la production industrielle en Chine a légèrement ralenti le mois dernier, selon des données officielles publiées vendredi, signe des difficultés économiques persistantes de la deuxième économie mondiale. Les ventes au détail ont progressé en octobre de 2,9% sur un an, a déclaré le Bureau national des statistiques (BNS), soit un léger ralentissement par rapport à septembre (+3%). Il s'agit du cinquième mois consécutif de baisse pour cet indicateur qui reflète plus largement l'état de la consommation et du moral des ménages. Faible consommation et recul des investissements. Le géant asiatique fait face à une faible consommation depuis la pandémie de Covid-19, en raison d'une crise prolongée du secteur immobilier et d'un marché de l'emploi peu dynamique, notamment pour les jeunes.

<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/chine-la-croissance-des-ventes-au-detail-ralentit-en-octobre-pour-le-5e-mois-consecutif-20251114>

COURRIER INTERNATIONAL. En Chine, le secteur de l'immobilier "n'est pas près de se redresser"

Les prix des logements urbains en Chine accusent une chute de 2,6 % dans le neuf et de 5,4 % dans l'ancien. Si la presse officielle du pays y voit une aubaine pour les investisseurs, la plupart des commentaires insistent sur la profonde instabilité du secteur, qui "n'a pas encore atteint son point le plus bas". C'est la chute la plus vertigineuse depuis un an. D'après des données du Bureau chinois des statistiques publiées vendredi 14 novembre, les prix des logements neufs ont baissé de 0,5 % en octobre dans les zones urbaines, annonce le quotidien Lianhe Zaobao, à Singapour. En glissement annuel, la contraction des prix s'élève à 2,6 %. Quant au prix moyen des logements dans l'ancien, il accuse une baisse encore plus lourde, à 0,7 % en octobre 2025 – c'est la plus forte chute en treize mois. Sur un an, les prix ont diminué de 5,4 %.

https://www.courrierinternational.com/article/economie-en-chine-le-secteur-de-l-immobilier-n-est-pas-pres-de-se-redresser_237416

